

Réunion de concertation sur le document Bilan et perspectives d'évolution des analyses de marché 4, 5 et 6 5 septembre 2013

Présents :

- Services de l'Etat : DGCIS, DATAR, CETE de l'Ouest, Mission France Très Haut Débit.
- Collectivités territoriales et associations de collectivités : Gironde Numérique, CG des Landes, CG de Vendée, DORSAL, SMO Eure-et-Loir Numérique, Région Réunion, SM Ardèche Drôme Numérique, CG de Savoie, CR d'Auvergne, CG des Yvelines, CG de Seine-Saint-Denis, AVICCA, CG du Val d'Oise, FNCCR, SIPPEREC, Manche Numérique.
- Opérateurs : ADISTA, SFR, Altitude Infrastructure, Orange, Bouygues Télécom.
- Caisse des dépôts et consignations

Introduction par Romain Bonenfant (Directeur de l'accès fixe et des relations avec les collectivités territoriales)

1. Dégroupage, accès aux services audiovisuels, collecte et montée en débit à la sous boucle locale de cuivre (FttN)

Présentation par Thomas Hoarau (Chef de l'unité réseaux d'accès en cuivre et infrastructures pour le très haut débit)

Opérateurs :

- **SFR** : SFR considère qu'il existe une limite économique au dégroupage qui se situerait autour de 700-800 lignes.
Il constate également une très forte dégradation de la rentabilité du dégroupage, causée essentiellement par la tarification de l'offre LFO qui serait due, en partie, à l'augmentation des frais d'accès au service intervenue au mois d'avril 2013 et à une tarification qu'il considère comme peu incitative pour des NRA de moins de 1100 lignes.
S'agissant de l'accès aux services audiovisuels sur les NRA non dégroupés, l'approche consistant à différencier services linéaires et non linéaires semble intéressante.
- **Bouygues Télécom** : Dans la réponse à la consultation sur le dégroupage, Bouygues Télécom n'était pas favorable à sa poursuite et souhaiterait qu'une limite puisse être définie. Dans le cas contraire, l'opérateur sera attentif aux tarifications qui pourraient être appliquées pour les plus gros NRA et aux reports des coûts qui seraient transférés sur ces derniers.
Pour ce qui est de l'offre LFO, Bouygues Télécom rejoint SFR, et informe que, dans le cadre d'une extension du dégroupage, les coûts sont, selon lui, trop importants et serait ainsi intéressé par une baisse des tarifs de cette offre.

Bouygues Télécom est favorable à la mise en place d'une offre de bitstream TV. L'opérateur estime qu'un dispositif centré sur les services non linéaires pourrait être une bonne alternative mais que, par la consommation qu'elle représente, nécessiterait l'évolution des tarifs associés.

- **Orange** : La plupart des acteurs ont compris l'importance de la télévision de rattrapage et de la VoD. S'agissant de ces services non linéaires, la tarification actuelle de l'offre de bitstream permet de proposer ces offres en complément du satellite et de la TNT.
Concernant LFO et la question de l'augmentation des frais d'accès au service, ceux-ci ont en effet augmenté mais ils correspondent à une évolution fondamentale de la prestation. En effet, jusqu'ici, lorsqu'un opérateur demandait une LFO, celle-ci n'était fournie que dans le cas où il y avait une disponibilité, sans que des travaux de désaturation ne soient effectués. Dans ces circonstances, seules 55% des demandes obtenaient une réponse favorable ; avec la nouvelle prestation, Orange s'engage à ce qu'il y ait désormais 95% de réponses positives en moyenne nationale, ce qui induit que des travaux de désaturation, parfois lourds, seront engagés. Le périmètre n'est ainsi pas le même, il y a donc bien une augmentation du montant mais pour une prestation totalement différente.

Collectivités territoriales et associations de collectivités :

- **Gironde Numérique** : Gironde Numérique rappelle que l'offre LFO a eu un impact financier sur les RIP et souhaiterait que cet effet soit évalué. Gironde Numérique indique également qu'il serait nécessaire de trouver une solution pour les NRA-ZO collectés en cuivre qui sont aujourd'hui saturés.
Gironde Numérique souhaite bénéficier pour ses NRA-ZO « cuivre » des mêmes conditions tarifaires sur le génie civil que sur les NRA-MED. Elle se pose la question de l'opticalisation des NRA-ZO collectés en cuivre dont elle est propriétaire pour lesquels elle touche une redevance.
Pour ce qui est des sujets entreprises, du dégroupage et des accès au génie civil, il faudrait, selon elle, que les coûts de location soient imputés en investissements pour les collectivités et non pas en fonctionnement car il n'est possible de faire de l'emprunt que sur l'investissement. En particulier pour le déploiement de la fibre pour les entreprises ou le FttH, il y a un accès massif au génie civil existant, et donc un fort investissement qui sera plus acceptable en IRU.
- **DORSAL** : Dans le cadre d'un projet de déploiement FttH public, DORSAL souhaite couvrir l'intégralité de son territoire. Au cas d'espèce, dans le Limousin, la collectivité est propriétaire d'un RIP de collecte et souhaite augmenter la capillarité de son réseau. Pour cela, elle construit ou utilise du génie civil, en choisissant de préférence des infrastructures déjà existantes, ou encore LFO.
La collectivité réaffirme néanmoins que l'offre LFO n'est actuellement pas satisfaisante, dans une perspective non seulement de dégroupage mais également pour ce qui est de la réutilisation dans le but de déployer du FttH ou du FttO. Elle s'explique par le fait que l'offre LFO ne permet pas aujourd'hui d'assurer le transport de tous les flux. Ensuite, LFO n'assure pas la souplesse qu'un gestionnaire de réseau de collecte pourrait espérer en permettant des sorties de réseau sur certains tronçons.
Enfin, DORSAL estime que l'offre LFO est aujourd'hui une offre commerciale sur laquelle il n'y a pas de certitude concernant l'évolution des tarifs. Aussi, dans le cas où le choix est fait de louer de la fibre optique, DORSAL indique qu'il est nécessaire d'avoir une certaine prévisibilité sur les tarifs pour les années à venir. Il est donc selon elle, impensable de souscrire à ce type de solution s'il n'est pas possible de souscrire en IRU.

La volonté de DORSAL est d'augmenter la capillarité du réseau de collecte et de déployer un réseau 100% FttH. Sur le Limousin, le coût moyen à la prise de FttH est estimé à 2300€, et la couverture à 100% FttH pourrait intervenir d'ici une vingtaine d'années selon le SDTAN. DORSAL indique que les nouvelles modalités de financement de la MFTHD étant plus avantageuses, il sera peut-être possible d'accélérer le rythme et réduire le temps de déploiement de quelques années.

Toutefois, pour les territoires ayant aujourd'hui des débits faibles, DORSAL estime qu'il faudra continuer à améliorer le service existant. DORSAL indique que le fibrage des NRA et le dégroupage font partie des solutions envisagées pour améliorer les services, et que les NRA dégroupés pourront être le siège d'un futur NRO ou point de mutualisation. Dans ces circonstances, DORSAL ne se dit pas favorable à l'ouverture de bitstream TV sans conditions, bien qu'elle ne veuille pas priver la population de services

audiovisuels. Enfin, DORSAL estime que les revenus liés au dégroupage permettront en partie de financer le déploiement du FttH.

→ **ARCEP** : *Il y a, dans le document soumis à consultation publique, une volonté de modifier la structure de l'offre LFO, qui est aujourd'hui une offre régulée au titre du dégroupage, afin de la lier également au FttH/FttO, etc., d'assurer plus de sécurité et de visibilité.*

→ **Orange** : *Orange convient que LFO pose un certain nombre de questions sur la visibilité des tarifs au long terme et la garantie d'accès. A ce titre Orange indique qu'il répondra à la consultation publique et qu'il indiquera des évolutions possible de l'offre sur ces points. Pour ce qui est de l'utilisation de l'offre LFO pour différents usages, une réponse est également prévue.*

Sur la mise en place d'IRU, Orange estime que cela ne pourra lui être imposé mais qu'il comprend ce besoin de visibilité sur les tarifs et la demande des opérateurs pour « capexiser ». Orange rappelle cependant que la LFO n'est achetable que par un opérateur qui vise le client final, cette offre n'a pas vocation à être achetée à des fins de revente.

DORSAL conclut sur le fait que, dans le cadre de ses études d'ingénierie de déploiement FttH, elle n'a pas obtenu la disponibilité des liens LFO. Le problème selon elle ne se porte pas sur les tarifs de l'offre d'informations sur la présence et la disponibilité des liens optiques inter-NRA mais sur le fait que, pour commander l'offre, le client doit joindre à son bon de commande la preuve ou une déclaration sur l'honneur qu'il s'inscrit dans une procédure d'appel d'offre pour l'aménagement numérique de son territoire. Or, il lui semble incohérent de devoir engager des schémas d'ingénierie sans pouvoir commander l'offre d'informations.

- **Ardèche Drôme Numérique** : Pour ADN, le modèle de dégroupage et de concurrence par les infrastructures présente des limites, en particuliers avec des NRA de moins de 700 lignes.

A titre informatif, ADN rappelle que, dans le cadre de son RIP, des NRA de moins de 400 lignes ont été dégroupés. Sur les NRA de moins de 300 lignes, des questions opérationnelles font obstacle au dégroupage (place dans les NRA notamment).

Le modèle ayant permis d'aller sur les NRA de moins de 400 lignes est la péréquation, leur délégataire propose une offre activée, ce qui lui a permis de trouver un équilibre entre les zones denses et moins denses sachant que concernant la première, celle-ci a été en grande partie dégroupée dès 2008 grâce à l'offre LFO. ADN fait part de son retour d'expérience en démontrant que lorsque le projet est envisagé de manière globale avec un modèle de péréquation il est possible de le faire fonctionner.

Concernant LFO, dans le cas d'un réseau de collecte, la présence de cette offre sur le territoire apparaît comme problématique pour le délégataire car, elle touche directement au modèle économique.

La collectivité indique qu'elle répondra à la consultation publique sur le point des NRA-ZO cuivre qui pourraient être fibrés dans les mêmes conditions que l'offre PRM à Orange.

ADN indique enfin qu'elle souhaiterait des retours d'expérience sur la question de l'utilisation des poteaux pour le déploiement de réseaux FttH.

→ **ARCEP** : *La problématique du taux de retours négatifs sur les possibilités d'hébergement dans les petits sites est bien identifiée dans nos problématiques d'extension du dégroupage.*

Pour l'information préalable à l'offre LFO, la question de l'ajustement des conditions de l'offre par rapport aux calendriers d'études et à la réalisation est un point de discussion possible.

Enfin pour les NRA-ZO, la proposition vise à trouver des solutions à un certain nombre de cas se trouvant dans une impasse et la volonté est d'en sortir malgré des contraintes importantes.

- **FNCCR** : La FNCCR rappelle qu'elle représente une grande diversité de collectivités et qu'elle se trouve face à une grande hétérogénéité de situations dans la stratégie par rapport au cuivre.

La FNCCR n'est pas hostile aux mesures préconisées concernant le dégroupage mais a tout de même une réserve qui est le retard sur le passage à la fibre optique pour un pays comme la France. Dans ces circonstances, il ne faudrait pas, selon elle, que l'amélioration des services sur le réseau cuivre se fasse au détriment d'un passage rapide au FttH.

- **AVICCA** : Sur l'extension du dégroupage, concernant surtout les collectivités territoriales dans des zones où il n'y aura pas d'intervention FttH, la question des « petits tarifs » reste importante car, selon l'association, cela représente beaucoup d'argent public, elle travaille donc sur ces « petits tarifs qui commencent à faire de grands coûts ».

Pour les NRA-MED se trouvant derrière des NRA non dégroupés, l'AVICCA rappelle que l'opération n'apportera pas plus de concurrence et qu'un seul opérateur bénéficierait de cette action.

Concernant le rapprochement NRA-ZO et NRA-MED, l'AVICCA estime que le NRA ZO était plus avantageux que le NRA MED, mais affirme qu'il est légitime que le lien de génie civil entre le NRA et le NRA-ZO ne soit pas plus payant que le lien entre un NRA et un NRA-MED. L'AVICCA demande donc à bénéficier des mêmes conditions de tarif sans rentrer nécessairement dans l'ensemble du cadre NRA-MED.

L'AVICCA ajoute qu'il faudrait un réajustement du modèle de coûts de NRA-MED pour les collectivités car les dépenses sont prises en compte, mais pas les compléments de recettes des opérateurs, pour lesquels elle considère qu'il ne devrait pas y avoir de bénéfice.

Pour l'offre LFO, un certain nombre de départements se posent la question de créer leur propre boucle de collecte ce qui induit des interrogations concernant la volonté de ne pas doubler les infrastructures de collecte existantes. Il apparaît nécessaire pour l'AVICCA qu'un travail soit engagé sur l'information préalable des liens LFO. L'AVICCA relève également qu'il n'est pas possible de collecter des flux Wifi/WiMAX avec l'offre LFO.

L'AVICCA conclut en affirmant que l'offre LFO actuelle ne permet de réaliser que la moitié des ambitions, aussi, dans certains cas, les collectivités décident de construire un réseau de collecte alternatif. Ce « doublonnage » des infrastructures pourrait induire une pression auprès d'Orange qui accepterait de modifier son offre, dévalorisant ainsi les investissements consentis par les collectivités.

→ **ARCEP** : Concernant les NRA-ZO et les NRA-MED, l'ARCEP indique avoir été sollicitée par des collectivités qui souhaitent pouvoir bénéficier des conditions du NRA-MED alors qu'elles disposent d'un NRA-ZO cuivre. Beaucoup de questions juridiques se posent : parfois un délégataire a été choisi, le contrat est encore en cours, il n'existe pas nécessairement de disponibilité pour faire de la collecte....

Pour ce qui est de l'utilisation du GC et de sa tarification pour les NRA-ZO, le génie civil NRA-SR pourrait bien être gratuit pour les NRA-ZO, dans la mesure où ceux-ci seraient inscrits dans le cadre des NRA-MED. Si la collectivité déploie un lien de collecte en fibre optique, si elle souhaite pouvoir bénéficier de la gratuité, elle devra rentrer dans les mêmes conditions que la montée en débit c'est-à-dire qu'elle mette à disposition six paires de fibre optique à Orange qui les attribuera aux opérateurs souhaitant les utiliser.

- **Gironde Numérique** : Gironde Numérique indique que, actuellement, les zones où sont implantés ses NRA-ZO cuivre sont des territoires ruraux. Ces NRA sont saturés mais aucun travail n'est engagé pour des raisons financières. Il n'y a donc pas de services dans la mesure où, les finances sont prises par les NRA-MED qui sont eux-mêmes coûteux. Une aide sur ce point apparaît comme nécessaire sachant que, dans ce cas, Gironde Numérique souhaite de plus conserver les recettes perçues grâce aux NRA-ZO et éviter de changer de contrat avec son partenaire privé.

Gironde Numérique indique également que les armoires NRA MED n'ont pas la même taille et que les NRA-ZO étant petits, les transformer en NRA-MED sera très coûteux.

Gironde Numérique ajoute que, pour la plupart des NRA MED qu'elle va lancer, 12 fibres seront mises en place, car le déploiement de 72 paires (pour anticiper de futurs déploiements FttH), qui ne seront pas utilisées, est trop cher. La collectivité reste donc sur une offre gratuite, bien qu'elle ait conscience qu'il faudra réengager des travaux et se désolé que les réseaux de fibre optique soient déployés à minima en raison d'une offre inadaptée aux déploiements des territoires ruraux.

- **Conseil général du Val D'Oise 95** : Le CG95 estime que les IRU sur LFO sont nécessaires.

2. Marché entreprises : offres de capacités

Présentation par Thibaud Furette (Chef de l'unité Marché des services de capacité et de la téléphonie fixe)

Collectivités territoriales et associations de collectivités :

- **AVICCA** : L'AVICCA relève un grand nombre de mesures dont certaines vont dans le sens du bon fonctionnement de ce qui a été amorcé sur le génie civil ainsi que certaines mesures visant à mieux connaître le marché entreprise, plus complexe que celui du grand public. L'AVICCA demande s'il ne faudrait pas affiner l'analyse des chiffres existants afin de savoir si, au-delà de la question des parts de marchés, les infrastructures alternatives ont permis le développement du marché « entreprise ». Pour l'AVICCA, il est nécessaire de rapprocher les offres sur le marché « entreprises » et les offres sur le marché « professionnel » car il est nécessaire de proposer des offres moins chères que le « FttO », sur un support fibre. Cette piste peut être intéressante, surtout dans des zones de mixité entre le logement et l'entreprise ou dans des zones où l'activité ne nécessite pas de qualité de service particulière. Selon l'AVICCA il faudra faire un choix entre une approche de concurrence par les infrastructures et une approche mutualisée.
- **FNCCR** : La FNCCR insiste sur la nécessité d'une bonne information locale. Selon elle, au niveau des collectivités, satisfaire les besoins des entreprises est encore plus complexe que desservir en très haut débit l'ensemble des habitants. En effet, ce marché est plus composite, les entreprises ne se trouvent pas nécessairement en zone d'activité et sont souvent des PME, il peut donc être difficile de se positionner.
- **Conseil général des Yvelines** : Le département du 78 a déployé une BLOD avec un délégataire et s'interroge quant à la cohérence de cette initiative avec un déploiement FttH. Il se pose diverses questions, à savoir : la cohérence juridique, le risque de concurrence entre ses deux RIP, la complétude des déploiements FttH et la réutilisation des infrastructures pour des zones déjà fibrées. Se pose également un problème d'articulation d'ordre technique : comment déployer un réseau FttH en réutilisant les infrastructures déployées, tout en respectant le label de l'Etat « zone d'activité Très Haut Débit ». Enfin, le CG78 se demande comment régler la problématique de la concurrence des tarifs entre les deux DSP, sachant que certaines entreprises ont des besoins qui peuvent être satisfaits par la BLOD ou la BLOM.
- **Conseil régional de la Réunion** : Sur la question des câbles sous-marins, l'ARCEP a relevé dans le document des problèmes d'écarts tarifaires sur ces câbles et plus particulièrement l'impact tarifaire sur le marché de détail avec des services peu efficaces. Il existe également un problème de monopole sur les stations d'atterrissage posant une double problématique à savoir qu'Orange est le seul point d'entrée sur le territoire et que le câble connaît en ce moment son dernier upgrade, ainsi lorsqu'il arrivera à saturation il faudra utiliser le câble construit par l'opérateur historique en monopole. Il y a donc peu de perspective pour le territoire et aucune visibilité sur les échéances de saturation prochaines, il est donc important de se préoccuper de ces questions.
→ **ARCEP** : *si les conditions concurrentielles devaient évoluer dans l'avenir, l'ARCEP sera amenée à rouvrir les analyses de marché de la connectivité sous-marine, toute information à ce sujet est intéressante. Pour ce qui est des questions tarifaires, si des faisceaux d'éléments permettent de montrer qu'il n'y a pas d'évolution cela pourra faciliter le travail de l'Autorité de la Concurrence.*
- **Conseil régional d'Auvergne** : Pour l'Auvergne qui cherche à augmenter les usages, la BLOM est un point à développer sachant qu'à l'heure actuelle, le coût d'entrée sur la BLOD est important pour

beaucoup d'entreprises. Ainsi, dans cette politique de développement des usages, tout ce qui peut permettre de faire augmenter la chaîne de valeur et permettre de générer des recettes est accueilli favorablement et la présentation qui a été faite s'inscrit dans cette dynamique.

- **Ardèche Drôme Numérique** : ADN revient sur un retour d'expérience en annonçant qu'elle a récemment accueilli son 37^e opérateur sur le marché entreprise, permettant ainsi une diversité de l'offre. Les prix des offres commencent à baisser et ADN constate le développement d'une vraie acculturation à la fibre et à ses usages, les tarifs deviendraient donc selon elle, un « non-sujet ». L'offre FttO d'entrée de gamme est très peu chère et fait bien la continuité avec le SDSL. Néanmoins, certaines entreprises prendraient du FttO au tarif BLOD alors qu'une fibre grand public serait suffisante, elle se demande donc comment va se réorganiser le marché.
Pour ce qui est de l'offre CELAN-CE2O, la présence d'une offre de gros de l'opérateur historique n'induit pas forcément une réussite, notamment pour ce qui est du financement FSN qui aura tendance à exclure les RIP du fait de la déclaration d'un zonage. ADN ajoute que ce n'est pas parce qu'une commune est déclarée CELAN-CE2O que toutes les entreprises auront une fibre dans les conditions forfaitaires.
- **DORSAL** : DORSAL identifie une problématique pour ce qui est de la desserte en très haut débit et notamment en FttO pour les sites publics et prioritaires ; le cahier des charges du PFTHD identifie comme sites prioritaires un certain nombre de sites d'intérêt général comme les sites d'enseignement et de santé. Ainsi, une collectivité qui souhaiterait créer un réseau entre l'ensemble de ces différents sites va être confrontée au fait que certains seront dans une zone de chalandise de la collectivité et d'autre sur une zone conventionnée. Les premiers pourront être fibrés avec l'aide de l'Etat tandis que pour les autres, soit il n'y aura pas de travaux, soit cela se fera sans aide. Certaines collectivités choisiront de déployer sans financement public car elles considèrent que c'est une opération globale qui pourra notamment permettre de créer des GFU, d'avoir la maîtrise complète de tous les usages internes pouvant être développés sur ce type de sites.
- **Conseil général de Vendée** : Le département 85 constate que les entreprises sont de plus en plus demandeuses de très haut débit et que les offres CE2O-CELAN évoluent très rapidement sur le territoire, il se demande donc s'il pourra aller dans ces zones couvertes par cette offre en bénéficiant d'un soutien financier de l'Etat. La collectivité souhaiterait ainsi avec des retours qui lui permettraient de se positionner par rapport à cette problématique.
→ **ARCEP** : *Une problématique générale de visibilité sur la question du choix BLOD/BLOM est en train d'émerger, c'est en partie ce qui fait la difficulté des analyses de marché car tous les scénarios possibles sont envisagés.*
- **Gironde Numérique** : Gironde Numérique indique que son RIP s'appuie principalement sur une BLOD, à destination des entreprises et des sites publics. Il est nécessaire, pour que cela fonctionne, d'avoir une offre activée afin qu'il n'y ait aucune barrière d'accès pour les petits opérateurs, mais la question se pose concernant les frais d'accès au service. Dans le cas de la Gironde, au-delà des quelques centaines de mètres autour du réseau où les FAS sont acceptables, les prix de raccordements deviennent prohibitifs. Le problème selon elle, est de trouver un moyen de raccorder des petites entreprises qui ne regardent plus seulement le coût de l'abonnement mais aussi les services associés, ce qui les fait souvent basculer vers des offres plus coûteuses.
Pour ce qui est du modèle économique pour les entreprises, Gironde Numérique estime que le FttH prendra des parts de marché au FttO mais lui sera surtout complémentaire en permettant une offre intermédiaire entre l'ADSL et le FttO. Gironde Numérique estime que, afin d'assurer plus de clarté aux chefs d'entreprises, dans le cas où il existe du FttH, il ne doit pas y avoir de GTR afin d'assurer la distinction avec le FttO qui peut avoir du GTR mais qui est plus onéreuse.
Pour Gironde Numérique le déploiement d'un RIP FttH devrait combiner BLOM et BLOD. Elle souhaiterait plus de clarté sur la manière de déployer le FttH et les bonnes pratiques pour déployer le plus loin possible une BLOD.

→ **ARCEP** : Concernant l'articulation BLOM et BLOD, il existe en effet une vraie complexité technique et économique sur la coexistence des produits existants sur BLOD et des produits à venir sur BLOM. Un début de réflexion s'amorce avec Palaiseau au niveau technique et il s'avère qu'un certain nombre de questions restent en suspens, le volet économique sera abordé plus tard néanmoins il faut rappeler que l'ADSL est toujours disponible.

- **MFTHD** : Le Plan France THD a pour objectif d'accélérer les déploiements des infrastructures THD sur l'ensemble du territoire et surtout pour les entreprises pour qui le très haut débit est un enjeu de compétitivité. Cependant, il est nécessaire de composer avec les règles d'intervention des collectivités publiques, et notamment les règles communautaires relatives aux aides d'Etat. La méthode retenue est donc avancer de façon pragmatique en appréciant si les offres existantes ou annoncées répondent aux besoins actuels et futurs du marché dans des conditions raisonnables. Une telle analyse ne peut être opérée que dans la mesure où l'on peut bénéficier d'une visibilité/prévisibilité suffisante (précise) sur les éventuelles évolutions des offres d'accès aujourd'hui proposées par les opérateurs privés. S'il existe de telles offres, régulées ou non, suffisamment sécurisées et répondant aux besoins, il n'y aura pas de soutien financier de l'Etat pour des collectivités qui déploieraient un réseau en parallèle, cette position valant aussi bien pour la collecte que pour l'entreprise.

En revanche, si ces offres (actuelles ou futures) ne répondent pas à ces besoins, il pourra y avoir un soutien du déploiement de réseaux publics, y compris en parallèle des réseaux des opérateurs privés. Ce raisonnement est valable tant pour la collecte que pour le marché de l'entreprise. Cette solution n'est évidemment pas optimale et nous attendons des opérateurs des offres qui permettraient de mutualiser leurs infrastructures répondant aux attentes du marché et de l'aménagement du territoire.

En l'état, l'offre CELAN comme l'offre LFO d'Orange ne semblent pas, a priori, répondre complètement aux besoins du marché ; la question est en étude. En tout état de cause, pour les territoires qui ne sont pas en zones AMII, où les collectivités ont vocation à déployer de la BLOM, il faut réfléchir de manière articulée entre le fibrage des entreprises (BLOM ou BLOD) et la réalisation des futurs réseaux mutualisés de FttH.

La MFTHD restera attentive aux évolutions de la régulation envisagée par l'ARCEP ainsi qu'aux annonces d'Orange en termes d'évolution de ses offres afin de proposer au Gouvernement des arbitrages concernant le principe et les modalités de soutien de l'Etat aux déploiements de réseaux publics de collecte ou entreprise.

- **Gironde Numérique** : Selon Gironde Numérique, aujourd'hui le problème est la barrière d'entrée pour les entreprises au travers des frais d'accès au service et la distance de génie civil. Au vu du document, Gironde Numérique semble retenir qu'il y aura une ouverture assez large du génie civil distant, quel que soit le propriétaire et accueille ce point favorablement mais affirme que l'on se trouve tout de même face aux problèmes de « capexisation » ou encore d'ouverture à des prix raisonnables.

Gironde Numérique revient également sur les redevances d'occupation du domaine public perçues par l'Etat et de location de ses infrastructures au même prix qu'un opérateur privé, ce qui, selon elle, empêche de relier certaines entreprises. La réglementation permettrait à l'Etat de moduler ces redevances prohibitives dans le cas d'un service public, ce qui est son cas en l'espèce, elle aimerait ainsi bénéficier de la quasi-gratuité des fourreaux qui appartiennent à l'Etat pour raccorder rapidement des entreprises, à l'heure actuelle elle a construit des réseaux en parallèle dans certaines zones.

Opérateurs :

- **Orange** : Pour les câbles sous-marins, une analyse des coûts doit en effet être effectuée sur GCN par rapport à l'influence significative qu'il exerce au sein de la plaque Caraïbes.
Concernant l'articulation BLOM-BLOD, dans le cadre d'un accès optique entreprise, il existe des solutions FttH, sans GTR, permettant de répondre aux besoins des petites et moyennes entreprises. Il existe également des solutions FttO disposant de GTR et d'accès sécurisés correspondant à des

besoins spécifiques, dans ce cas, seuls des raccordements dédiés avec des garanties et une double adduction permettent de répondre à cette demande.

Enfin, sur l'articulation RIP et initiative privée, il considère que les collectivités ne devraient pas se précipiter à faire des RIP dans certaines zones ouvertes aux offres de gros dans la mesure où beaucoup de questions ne sont pas encore résolues.

- **Altitude Infrastructure** : Pour la BLOD, Altitude Infrastructure souhaite que la perspective de faire une différenciation entre les zones suivant le niveau de concurrence puisse être débloquée. C'est un point de vigilance sur l'économie des RIP basée sur un texte réglementaire, mais il pense également qu'obliger Orange à faire évoluer ses prix pourrait amener à un changement des modèles.
Altitude Infrastructure indique qu'il propose des offres entreprises sur BLOM, afin d'éviter des pertes de valeurs tout en différenciant les services entre BLOD et BLOM. Néanmoins, il a pu constater que les services proposés sur BLOM permettait de capter des entreprises qu'il ne parvenait pas à capter avec la BLOD.
Pour ce qui est de la question de la cohabitation entre BLOM et BLOD, sa solution a été d'adapter le dimensionnement optique ainsi que les locaux techniques notamment les PM.
- **ADISTA** : ADISTA partage l'analyse de la « cannibalisation » très rapide de la BLOM sur la BLOD notamment dans le segment de marché bas, ce qui pose des difficultés aux opérateurs de proximité s'appuyant sur des offres de gros activées. ADISTA note qu'il n'existe aujourd'hui aucune offre de gros activée régulée sur la partie FttH à vocation professionnelle. ADISTA relève une différence entre un opérateur qui serait en mesure de proposer une offre « entreprise » sur BLOM, parce qu'il a déployé lui-même ou co-investit dans le déploiement du FttH pour adresser le grand public, et un opérateur uniquement focalisé sur le marché entreprise tel qu'ADISTA. Si une offre activée sur FttH n'est pas imposée, ADISTA estime que la concurrence auprès des entreprises sur BLOM ne se fera alors qu'entre des opérateurs ayant une composante grand public et capables de proposer cette offre « FttH+ ». Cela pourrait totalement remettre en cause le modèle d'opérateur de proximité tel qu'il est promu par l'offre d'accès régulée ADSL standard, CE2O et CELAN. La disponibilité à très court terme d'une offre obligatoire de gros régulée sur les offres FttH à destination du marché professionnel est donc, selon lui, un critère de survie pour les opérateurs locaux.
- **Bouygues Télécom** : Sur la partie Bitstream cuivre, Bouygues Télécom indique que sa réponse reposera essentiellement sur la facilité pour un client de changer d'opérateur de détail et sur les modalités de récupération, de cession de lignes actives Bouygues Télécom estime que, en raison de la position dominante d'Orange sur le marché de détail, l'analyse de marché sera l'occasion d'indiquer la difficulté pour récupérer des clients entreprises qui sont déjà chez un opérateur.
Concernant la BLOD, le cadre symétrique actuel en zone très dense ne prévoit pas de déploiement de la BLOM sur des locaux d'entreprises, il existe donc une carence dans ce domaine, l'idée étant toujours que tout opérateur ayant déployé une infrastructure de boucle locale optique doit en donner l'accès aux opérateurs qui en font la demande. Dans les zones moins denses, il est, selon Bouygues Télécom, possible que deux architectures cohabitent, en BLOM et en BLOD, permettant aux clients finals de choisir parmi une gamme de services plus larges en fonction de leurs besoins. Selon Bouygues Télécom, en termes de combinaison des architectures BLOM et BLOD, le déploiement mono-fibre mutualisé entre le PM et le logement final permettra de passer d'un lien BLOM à un lien BLOD à condition de bien dimensionner les liens NRO-PM.
- **SFR** : SFR se dit attentif à l'expérimentation Palaiseau pour les offres BLOM avec GTR à destination des entreprises. La BLOM pose surtout la problématique de la sécurisation des entreprises et de la double adduction. Pour ce qui est des phénomènes liés à deux réseaux actifs différents, SFR affirme être en mesure de répondre par le recours à une combinaison de technologies (des technologies fibre, DSL ou d'une adduction au travers d'une offre CELAN-CE2O ou une adduction propre).

SFR affirme que les RIP sont une source d'accélération des volumes du marché entreprises. Aujourd'hui SFR utilise massivement les RIP via des solutions activées ou des offres passives.

- **Conseil général du Val d'Oise** : Le CG95 indique que, en zones AMII, l'opérateur ayant déclaré ses intentions de déploiement FttH ne déploiera pas sa BLOM dans les zones d'activité. Le CG95 se trouve en difficulté pour assurer la desserte des entreprises de ces zones, puisqu'il pourrait être contraint d'y déployer une BLOM ou une BLOD publique.
 - **ARCEP** : L'ARCEP rappelle qu'en termes réglementaires, il y a une obligation de complétude des zones arrière de PM (logement et locaux à usage professionnel) et une obligation de consultation de l'ensemble des acteurs concernés sur le maillage du territoire. Dans le cas où ce maillage serait en nature à exclure une zone d'activité, la collectivité aurait la possibilité de réagir en amont.
 - **MFTHD** : Les conventions qui ont vocation à être signées entre les opérateurs et les collectivités territoriales (convention type), le périmètre de l'engagement de déploiement devra être précisé. Si, dans le cadre de ces conventions, certaines zones sont exclues des engagements (notamment les zones d'activités), d'une part, l'opérateur devra veiller à respecter la règle de cohérence des déploiements posée par l'ARCEP et, d'autre part, ces zones pourront être couvertes par un réseau public avec le soutien de l'Etat. A l'issue de la conclusion des conventions, il ne doit plus persister d'ambiguïtés quant aux zones concernées par les engagements de déploiement des opérateurs. Nous invitons les collectivités qui seraient confrontés à des difficultés à nous contacter.
- **Manche Numérique** : Concernant la sécurisation des accès pour les entreprises sur BLOD, Manche Numérique signale que, sur un territoire rural comme le sien, les déploiements se font principalement en aérien. La difficulté néanmoins est de savoir s'il faut le faire sur le réseau aérien de la collectivité ou sur celui d'Orange. Ce réseau étant, à son sens, de plus en plus dégradé il ne pourra être utilisé pour la BLOD. De plus, les conditions tarifaires d'accès entre ces deux réseaux sont très différentes, la tarification d'Orange pour l'utilisation de son réseau, dans le cadre d'une zone arrière de PM est peu incitative, poussant les collectivités à se tourner sur un réseau à basse tension aérien, reposant ainsi la question du réseau sécurisé. Aussi Manche Numérique demande à ce que la tarification relative à l'accès du réseau d'Orange incite à choisir les ouvrages les plus sécurisés (réseau souterrain) en différenciant le coût aérien – souterrain et en introduisant une tarification mêlant le forfait à la prise de la BLOM et le linéaire de réseau loué de la BLOD (par exemple) .
 - **ARCEP** : L'offre sur poteaux est en effet assez peu utilisée, elle sera donc un sujet important dans le cadre des travaux multilatéraux à venir sur le génie civil.
Au niveau opérationnel, technique et tarifaire, à mesure que l'offre sera utilisée, les travaux sur le génie civil devraient a priori se concentrer sur ce sujet. La difficulté que pose cependant cette offre est qu'elle est peu utilisée.

3. Mobilisation du GC, modèles de tarification FttH et évolutions de la régulation

Présentation par Aurélie Barré (Adjointe au chef de l'unité réseaux d'accès en fibre optique et usages du très haut débit)

Collectivités territoriales et associations de collectivités :

- **Conseil régional d'Auvergne** : Selon l'Auvergne, le fait de ne pas imposer d'offre régulée de bitstream fibre est susceptible de poser problème, même si cela est fait dans le but de protéger les RIP. Selon l'Auvergne, il existe des territoires où ne sont proposées que des offres de type passif, et dans ce cadre, elle s'interroge sur les offres que les opérateurs de services pourront utiliser et sur l'avenir de ces petits opérateurs.
- **Gironde Numérique** : Selon Gironde Numérique, afin d'assurer aux petites entreprises un niveau de concurrence satisfaisant, il est nécessaire de proposer aux opérateurs pur « entreprise » des offres activées dans les catalogues de services et pas uniquement des offres passives comme certains opérateurs le souhaitent. La collectivité demande qu'une réflexion sur l'uniformisation des catalogues de services soit entamée afin de faciliter les négociations entre opérateurs et collectivités concernant le modèle économique des réseaux d'initiative publique. Gironde Numérique propose que des recommandations pragmatiques soient adoptées sur certains produits des catalogues. Gironde Numérique avance que la multiplication des catalogues de services a rendu la situation complexe et qu'aujourd'hui les grands opérateurs d'opérateurs encouragent les RIP à proposer aux FAI un catalogue de services unifié. Gironde Numérique souhaiterait être plus guidée dans l'établissement de son catalogue, notamment en ce qui concerne les produits et les tarifs, afin de faciliter les négociations entre les RIP et les opérateurs.
 - **ARCEP** : Les services de l'Autorité indiquent qu'à ce stade, la volonté est de laisser une place à l'innovation et de ne pas contraindre les acteurs en imposant un modèle unique.
 - **MFTHD** : Le Gouvernement souhaite que les réseaux FttH qu'il subventionne puissent bénéficier de tarifs relativement homogènes sur le territoire mais pour cela, il faut que les tarifs de gros le soient également. Une réflexion est en ce sens menée pour accompagner les collectivités dans l'élaboration de leur grille tarifaire afin de remédier à la trop grande diversité de grilles.
 - **ARCEP** : Les services de l'Autorité ajoutent qu'un catalogue tarifaire qui serait totalement hors cadre pourrait porter préjudice à l'accès effectif au réseau et poserait également des problèmes de régulation. Une action coordonnée est donc nécessaire sur le sujet.
- **Conseil régional de la Réunion** : La Réunion souhaiterait que ses opérateurs locaux soient associés aux discussions nationales afin que les initiatives soient mutualisées et que tous les acteurs puissent bâtir un socle commun sur les échanges d'informations, méthodes, pratiques et catalogues.
- **Manche Numérique** : Manche Numérique indique qu'il rencontre des difficultés dans la construction du catalogue tarifaire de son RIP à cause de l'incertitude sur les tarifs d'accès au génie civil de France Télécom. Manche Numérique souhaite que la tarification derrière le PM soit à la ligne plutôt qu'au forfait afin de permettre une réutilisation optimale des infrastructures de génie civil (y compris électrique) disponibles sur son territoire.
 - **ARCEP** : Les services de l'ARCEP reconnaissent que la méthode de tarification retenue (qui prend en compte la montée en charge sur le réseau FttH) rend difficile l'estimation précise de l'évolution des tarifs de génie civil, mais a certains avantages, et en particulier permet au RIP de ne pas avancer d'argent tant qu'il n'y a pas de clients.

- **FNCCR** : La FNCCR est favorable à la modification proposée par l'Autorité de modification de la frontière des zones très denses, et estime qu'il est important que certaines communes constituées essentiellement de quartiers de basse densité changent de statut.

La FNCCR s'interroge sur l'opportunité de maintenir une zone très dense pour les déploiements à venir et propose que, désormais, tous les nouveaux déploiements se fassent selon le modèle de la zone moins dense c'est-à-dire avec un niveau de mutualisation renforcé (en PM de 300) une meilleure complétude des déploiements et une tarification de l'accès par tranches.

- **Conseil général du Val d'Oise** : Dans le cas de ce département, une convention a été signée avec Orange sur les zones très denses et moins denses. Le CG95 estime que la réflexion menée sur les poches de basse densité est judicieuse et propose de l'étendre aux communes mixtes ayant une plus faible proportion des logements dans les poches de basse densité afin de les faire profiter d'une obligation renforcées de complétude. Le CG95 estime cependant qu'une telle modification n'est pas pertinente dans les communes pour lesquels des calendriers crédibles de déploiement ont été annoncés par les opérateurs.

→ **ARCEP** : *Les services de l'Autorité indiquent qu'ils ont conscience que certains territoires craignent qu'une modification du cadre ait un impact sur les calendriers de déploiements annoncés. C'est pourquoi une large concertation des territoires est en cours afin d'identifier les cas particuliers (en termes de déploiements existants et d'engagements locaux) qui devront être traités au cas par cas.*

- **Conseil général de Seine-Saint-Denis** : Dans ce département, 13 communes sont potentiellement concernées par la proposition de modification de la frontière des zones très denses dont 5 sont 100% poche de basse densité. Sur ce territoire où initiatives privées et publiques cohabitent, le CG93 estime que le changement de règle ne pourrait que retarder le déploiement des opérateurs, il ne souhaite donc pas une évolution de la réglementation sur ces communes.

- **AVICCA** : L'AVICCA salue la proposition de l'Autorité qui consiste à donner plus de prévisibilité sur les déploiements FttH par les opérateurs qui déploient et estime que les collectivités territoriales concernées devraient également disposer de ces informations.

Concernant le bitstream FttH, l'AVICCA indique qu'elle partage le constat de l'Autorité présenté dans le document, mais que le cas des locaux professionnels ne doit pas être oublié car il s'agit d'une problématique centrale pour les opérateurs « entreprise ». Elle ajoute que des travaux ont lieu dans le cadre du groupe Interop afin de normaliser un standard bitstream FttH, mais estime que certains opérateurs freinent la réflexion.

Pour ce qui est de la zone très dense, l'AVICCA estime que le problème des petits immeubles des poches de haute densité doit être réglé :

- d'une part, afin de limiter la multiplication des implantations d'armoires sur la voirie : pour cela, il conviendrait de renforcer la coordination entre opérateurs en imposant par exemple un découpage en ZA PM.
- d'autre part, en imposant une obligation de complétude ;

L'AVICCA souhaiterait ainsi un formalisme similaire à celui des zones moins denses avec une obligation de pavage auquel les opérateurs seraient tenus, et qu'ils seraient obligés de communiquer aux collectivités concernées.

→ **ARCEP** : *La problématique des immeubles de moins de douze logements des zones très denses est bien identifiée, les services de l'ARCEP sont ainsi ouverts à toute proposition car la situation actuelle n'est pas satisfaisante.*

Opérateurs :

- **SFR** : SFR est favorable à ce que les villes composées exclusivement de poches de basse densité soient effectivement reclassées, à condition qu'il y ait un processus complet et que le dispositif soit le même qu'en zone moins dense.
- **Altitude Infrastructure** : Altitude Infrastructure estime que les services activés sur fibre sont, selon lui, le seul moyen à long terme de garantir une véritable ouverture des réseaux et une vraie neutralité. Ils répondent également à une logique liée au modèle économique des RIP dans les premières années de vie de ces réseaux, et offrent une meilleure évolutivité.
- **ADISTA** : L'analyse menée dans le document concluant à la non-imposition d'une obligation d'une offre activée sur le marché grand public ne tient pas compte, selon ADISTA, de la spécificité des usages professionnels. Le bitstream traditionnel d'Orange est très utilisé dans les offres professionnelles, notamment pour permettre la desserte de petits sites, de sites occasionnels, voire de back up de liens plus importants. ADISTA estime que, si ce secteur du marché n'est plus disponible, cela pourrait avoir des impacts importants sur le paysage des opérateurs à destination du marché professionnel.
- **Bouygues Télécom** : Concernant la proposition de modifier la frontière entre les zones très denses et les zones moins denses, Bouygues Télécom se dit favorable au reclassement des communes 100% poches de basse densité dans un modèle identique à celui des zones moins denses.
L'opérateur estime qu'un travail de l'ARCEP sera nécessaire sur les questions des catalogues tarifaires, aussi bien sur le coût du cofinancement à la prise, que le tarif de location à la ligne.
Enfin, Bouygues Télécom se dit partisan d'un développement d'une offre de bitstream activée sur les RIP et annonce qu'un groupe de travail inter-opérateurs « activé » a été mis en place afin de développer des spécifications techniques concrètes pour tous les opérateurs de RIP et les aider à entrer plus facilement dans le SI d'un opérateur national, les travaux de ce groupe de travail devraient être présentés avant l'été 2014.
- **Orange** : Orange estime que la réglementation et les recommandations actuelles la contraignent, lorsqu'elle déploie des PM100 dans les poches de haute densité des zones très denses pour raccorder les immeubles de moins de douze logements, à multiplier les armoires du fait de l'obligation de faire droit aux demandes de fibre dédiée d'un opérateur. En effet, Orange déploie alors une architecture quadri-fibre qui conduit à des tailles d'armoires plus grandes et qu'il n'est pas possible d'optimiser. Dans ce cadre, Orange dit que cette obligation de multifibre l'empêche de raccorder les petits immeubles des zones très denses. Selon elle, la meilleure solution pour ces immeubles serait de les raccorder selon une architecture en armoires en mono-fibre.
Pour la question du basculement des communes des zones très denses à moins denses, Orange indique qu'elle devra réexaminer son plan d'affaires.
Concernant les catalogues de service (marché résidentiel et entreprise), l'opérateur souligne qu'il rencontre des problèmes d'accès aux infrastructures de génie civil dont il n'est pas propriétaire, et que cela le bloque dans ses déploiements. Orange rappelle que le génie civil dont il est propriétaire est ouvert à tous, aussi considère-t-il que l'accès aux autres infrastructures de génie civil devrait lui être ouvert. Dans ce cadre, le rôle de l'ARCEP est essentiel et Orange estime qu'en cas d'un refus d'accès au génie civil ou d'une situation de monopole l'Autorité devrait intervenir. Selon lui, la MFTHD pourrait avoir un rôle en refusant de financer les collectivités qui refuseraient cet accès.
- **SFR** : SFR fait savoir qu'il serait intéressé à connaître les réseaux mobilisables au niveau des collectivités pour pouvoir les utiliser dans le cadre du déploiement à destination aussi bien du marché résidentiel que professionnel. Dans le cadre du dispositif dit « connaissance des réseaux », les opérateurs ont obligation de fournir ces informations, SFR souhaiterait ainsi une réciproque de façon à connaître l'ensemble des infrastructures mobilisables.

→ **Gironde Numérique** : *La plupart des données d'une collectivité sont publiques, il suffit en général de la contacter. Elle constate cependant que, sur le terrain, il est fréquent que les sous-traitants passent dans les fourreaux de la collectivité sans autorisation car il est parfois difficile de les distinguer, donc dans les faits, il n'y a pas, selon elle, de vrai problème pour passer dans le génie civil. Elle comprend néanmoins qu'il est plus avantageux d'avoir une offre de fourreaux que d'acheter de la fibre noire.*